

La Voie de l'emploi

Revue sur la recherche d'emplois et la planification de carrières à l'Î.-P.-É.

Ta nouvelle carrière commence au
COLLÈGE de l'île
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
CANADA
Programmes de 1 ou 2 ans,
cours individuels, formation linguistique
collegedelile.ca

Les femmes rencontrent encore des obstacles dans le monde des affaires

Même si les femmes sont de plus en plus présentes dans le milieu des affaires, elles sont surtout cantonnées dans des petites entreprises dont elles sont les propriétaires et seules employées. La réalité de la vie de famille est pour beaucoup dans cet état de fait. Il est aussi vrai que les femmes qui veulent gérer des actifs de plusieurs millions de dollars ont de la difficulté à accéder au capital.

«Je dirais que l'accès au capital est le principal obstacle à la croissance des femmes en entreprise. C'est une des raisons pour lesquelles nous existons, à la PEI Business Women Association, et que nous avons créé notre centre d'affaires pour les femmes en milieu rural à Bedeque. C'est tout nouveau et nous espérons que le mot va se répandre», dit Shelley Jessop, la directrice de ce tout nouveau centre ouvert en novembre 2019.

Cette dernière a rencontré une délégation de femmes francophones le jeudi 6 février, dans le cadre d'une tournée organisée par la Chambre de commerce acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. «45 % de nos membres sont des entreprises

ou des organismes dirigés par des femmes, alors nous avons organisé cette tournée misant sur les services offerts aux femmes d'affaires et à celles qui aimeraient le devenir», dit Raymond Arsenault, coordonnateur de la CCAFLÎPÉ.

Les affaires : une tendance pour les femmes d'âge mûr

Une des participantes était Karen Langevin. À la retraite après une carrière au gouvernement fédéral, elle a mis sur pied une petite école de yoga. «Je fais environ 10000 \$ par année, et j'aimerais faire un peu plus, sans dépasser le 30000 \$, à cause de la TPS. Je remarque que beaucoup de femmes dans ma fourchette d'âge lancent des petites entreprises et selon moi, on devrait faire des programmes adaptés à leurs besoins spécifiques», a-t-elle dit, lors de la présentation au centre d'affaires des femmes rurales à Bedeque.

Outre les banques, les femmes qui veulent accéder à du capital ont les mêmes options que les hommes. «Nous n'avons pas de programmes réservés aux femmes, mais notre programme de prêts pour de nouvelles entreprises attire aussi les femmes, alors qu'au total, environ 35 % de nos clients sont des femmes», dit Tania Bernard, agente de prêts à CBDC Central à Summerside.

Est-ce un signe que de nombreuses femmes démarrent des entre-



↓ Katelyn Godfrey, directrice principale de la BDC, a donné une présentation.

prises, ou une preuve qu'elles peinent à réunir le capital qu'il leur faut? Impossible de le dire, d'autant plus qu'il n'est plus nécessaire d'avoir été rejetés par la banque pour présenter des demandes à CBDC, peu importe qu'on soit un homme ou une femme.

Shelley Jessop du Centre d'affaires pour femmes en milieu rural, informe les femmes qu'elles peuvent venir au centre du lundi au vendredi de 9 h à 16 h, pour travailler, rencontrer des clients, etc. Le centre s'étend sur deux étages, un total de 2500 pieds carrés, meublé et décoré avec goût. L'utilisation du centre est gratuite jusqu'au 30 avril. Il continuera d'être gratuit pour les membres de PEIBWA, et des frais minimes, à la journée, seront demandés aux non-membres.

Doubler le nombre d'entreprises dirigées par des femmes d'ici 2025

Le financement de ce centre s'inscrit dans la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat annoncée en septembre dernier par le gouvernement fédéral. L'investissement de 2 milliards de dollars vise à doubler le nombre d'entreprises appartenant à des femmes d'ici 2025. «Notre centre rural fait partie de cette stratégie», affirme Shelley Jessop.



↓ Tania Bernard, agente de prêts à CBDC Central à Summerside.

La CBDC, la PEIBWA ainsi que la Banque de développement du Canada (BDC) offrent une variété de programmes de financement, de formation, d'appui à la croissance. Le site Web bdc.ca offre de nombreux conseils gratuits et les meilleures façons de joindre des agents. CBDC Central, à Summerside, offre, elle aussi, une grande variété de ressources et de programmes. Pour se tenir au courant, Tania Bernard conseille d'«aimer» la page Facebook de l'organisation. PEIBWA communique avec ses membres et le public en général par une info lettre chaque semaine. C'est facile de s'inscrire pour ne rien manquer des activités et des occasions d'apprendre le milieu des affaires, quand on est une femme. (J.L.)



↓ Shelley Jessop, du Centre d'affaire pour femmes en milieu rural.

La Chambre de commerce de Kensington offre des opportunités

Pour les personnes en affaires, peu importe qu'elles soient seules dans leur entreprise ou qu'elles emploient des dizaines ou des centaines de personnes, il est avantageux de faire partie d'une chambre de commerce, qu'elle soit petite ou grande. L'Île-du-Prince-Édouard compte six chambres de commerce, incluant celle de Kensington et des environs, qui fournit à ses membres de nombreuses raisons de payer les quelque 200 \$ de cotisation chaque année.



Julia Smith, directrice générale de la Chambre de commerce de Kensington et des environs depuis avril 2018.

«**N**ous avons 121 membres, qui représentent environ 3000 employés. Un des grands avantages à devenir membre, est la possibilité de négocier des taux concurrentiels pour une assurance médicaments ou dentaires, peu importe», dit Julia Smith, directrice générale de la Chambre de commerce de Kensington et des environs depuis avril 2018.

«La plupart des compagnies d'assurance ne font pas affaire avec les petites entreprises, surtout pas celles où le seul employé est aussi le patron. L'avantage

de faire affaire avec nous est que notre base est nationale. Nous avons d'excellents taux, en raison du pouvoir d'achat, et il y a peu de fluctuation dans les prix, en raison d'une réclamation plus haute, ce qui peut se produire dans une entreprise ou le nombre de contributeurs à l'assurance collective est plus limité», indique Julia Smith.

Une bonne assurance dentaire peut aider à recruter

On l'oublie souvent, mais il arrive que des petits entrepreneurs n'aient pas les moyens de se payer une assurance privée. Cela fait partie des risques de se lancer en affaire, mais en appartenant à une chambre de commerce comme celle de Kensington, il est possible d'obtenir une protection pour soi-même et sa famille, à des coûts concurrentiels.

Dans le contexte où les employeurs peinent à pourvoir tous

leurs postes de travail, et où un chercheur d'emploi peut avoir à choisir entre plusieurs offres d'emplois pour un travail et un salaire similaire, les avantages sociaux, incluant un régime d'assurance avantageux, peut convaincre un candidat de choisir une entreprise ou un employeur plutôt qu'un autre.

Ce n'est évidemment pas le seul avantage à être membre de la Chambre de commerce de Kensington et des environs. «Chaque année, nous essayons de négocier des tarifs réduits de publicité sur les postes de radio, pour nos nouveaux membres. Nous offrons à nos membres des réductions sur l'huile à chauffage, sur les frais de livraisons de produits (FLAGSHIP), un accès accru à des programmes de formation pour entrepreneurs, une assurance pour les animaux domestiques, etc», ajoute Julia Smith.

Le site Web de la Chambre de commerce de Kensington et des environs donne une longue liste d'avantages, certains uniques à la Kensington and Area Chamber of Commerce, d'autres fournis par le réseau des Chambres de commerce du Canada, grâce à son pouvoir d'achat. (J.L.)

La saison des salons d'emploi commence tôt cette année

Les salons d'emplois sont devenus la norme pour faire se rencontrer les employeurs avec les chercheurs d'emplois, dans le but ultime pour les employeurs de recruter la main-d'œuvre dont ils ont besoin et pour les chercheurs d'emplois, de se trouver un emploi qui correspond à leurs aspirations et à leurs compétences. Du mois de février jusqu'au mois d'avril, les salons d'emplois se multiplieront.

Par ordre chronologique, la toute première foire d'emplois sera celle de BioVectra, qui souligne, en 2020, son 50^e anniversaire d'établissement à l'Île-du-Prince-Édouard, et qui a une quarantaine de postes à pourvoir, dans son processus d'expansion.

Le salon a lieu le 22 février dans les locaux de l'entreprise (11,

Aviation Avenue) à Charlottetown, de 10 h à 14 h. La compagnie recherche des personnes qui veulent apprendre. Les employés potentiels feront des tours guidés de l'entreprise et pourraient devoir se prêter à des entretiens d'embauche. Pour informations : careers@biovectra.com

Le second salon d'emplois que nous avons recensé aura lieu le samedi 7 mars au Delta Prince Edward, de 10 h à 14 h. Ce salon d'emplois s'adresse aux entrepreneurs touristiques et aux chercheurs d'emplois qui veulent travailler dans cette industrie. Il est organisé par l'Association de l'industrie touristique de l'Î.-P.-É. (TIAPEI). Pour informations et pour s'inscrire au plus tard le 24 février, communiquer avec Debbie au dmol@tiapei.pe.ca

Le troisième salon d'emplois que

nous avons noté se déroulera le 11 mars, sur le campus de l'UPEI, dans le centre étudiant W.A. Murphy. Les employeurs qui désirent avoir un kiosque à ce salon d'emplois doivent s'inscrire avant le 28 février 2020 (careerfair@upepei.ca). Les étudiants n'ont pas besoin de s'inscrire pour participer au salon d'emplois. Cependant, ceux qui auraient besoin d'aide pour se préparer peuvent se rendre au Career Studio, salle 209 de l'édifice Dalton. Le salon d'emplois de l'UPEI est organisé par UPEI Career Services.

Également reliée à l'industrie touristique, la préparation de la nourriture est un secteur primordial. C'est pourquoi TIAPEI organise un salon spécifique sur ce domaine. Il aura lieu le 21 mars, de 10 h à 13 h, à l'Institut culinaire du Canada. On

recherche des candidats qui peuvent s'accommoder d'un horaire irrégulier, de mai à octobre, autant à temps plein qu'à temps partiel. Plus d'informations en communiquant avec Alex MacKenzie au amackenzie@tiapei.pe.ca

En avril, l'agence gouvernementale Compétences Î.-P.-É. coordonne quatre salons d'emplois. Les dates et lieux sont le 2 avril au Centre Eastlink à Charlottetown, le 7 avril au campus Waterfront du Holland College à Summerside, le 14 avril au Wellness Center de Montague, et le 16 avril à Mill River Resort, pour la région Prince-Ouest. Certains employeurs participent à tous les salons, d'autres se concentrent sur leur région. Pour plus d'informations sur ces quatre salons, communiquer avec Compétences Î.-P.-É. (J.L.)

L'IMMIGRATION À L'Î.-P.-É.

«Bonne pour l'économie, pas pour les producteurs de patates»

Les fermiers de l'Î.-P.-É. peinent à embaucher car une pénurie affecte la production et le développement agricoles de la province.

David Mol en a assez. Il y a quelques années, l'exploitant agricole a dû réduire la taille des terres qu'il cultive. «Je n'ai pas réussi à embaucher des travailleurs compétents pour m'aider à faire fonctionner le matériel agricole», regrette le président de la Fédération agricole de l'Île-du-Prince-Édouard.

À 68 ans, il a donc pris la décision de faire moins. «Je suis arrivé à un âge où je n'ai plus envie de former quelqu'un de A à Z», témoigne-t-il. L'expérience de l'agriculteur n'est pas isolée dans la province.

Les fermiers prince-édouardiens ont du mal à recruter. Les tâches manuelles, réputées dures, n'attirent pas. Chaque année, environ 200 paires de bras font défaut. Une pénurie qui devrait s'aggraver avec le vieillissement de la population agricole. Selon le Conseil canadien pour

les ressources humaines en agriculture, 1100 employés devraient manquer à l'appel en 2025, soit 19% de la main-d'œuvre nécessaire. Conséquences directes, les agriculteurs sont réticents à développer leurs fermes et les pertes de production s'accumulent. En 2017, elles ont coûté 15 millions de dollars aux exploitants.

«C'est particulièrement difficile de trouver des saisonniers, car les périodes de récolte sont très courtes comparé à d'autres régions, affirme David Mol. C'est un défi de faire revenir les mêmes salariés saison après saison.»

L'immigration, fausse solution

Le climat insulaire n'est pas la seule explication. Faute de main-d'œuvre locale, les agriculteurs dépendent de l'afflux de saisonniers immigrés. Selon le responsable de la Fédération agricole, l'un des prin-

cipaux problèmes est la complexité des démarches administratives pour les faire venir. «Les règles d'immigration sont souvent modifiées, il est difficile d'obtenir des permis, ça prend des mois, s'agace-t-il. Et si des fermiers se regroupent pour se partager des travailleurs migrants, il faut faire une demande différente pour chaque ferme». Avant d'ajouter : «Nous voulons changer ça.»

Paradoxalement, l'Î.-P.-É. n'a jamais été aussi attractive. Les dernières statistiques d'immigration indiquent que plus de 2 000 nouveaux arrivants sont venus agrandir les rangs de la population entre mi-2018 et mi-2019.

«Dans de nombreux cas, ce n'est pas l'immigration dont on a besoin. Ce sont souvent des entrepreneurs qui veulent avoir leurs entreprises, analyse David Mol. C'est bon pour l'économie, mais ça n'aide pas les producteurs de patates qui ont besoin de chauffeurs de camions.»

Pour faire face, des fermiers à la retraite reprennent la route des champs. Ils se remettent au volant de leurs tracteurs et camions. «Ils



David Mol, président de la Fédération de l'agriculture de l'Î.-P.-É.

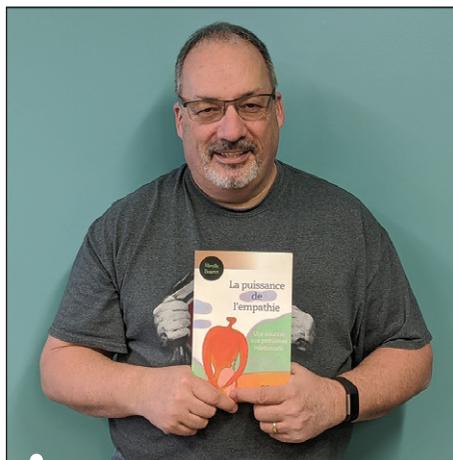
n'en ont pas forcément envie, mais veulent aider leurs collègues dans le besoin», confie le président de la Fédération.

Une autre solution serait d'investir dans des machines, qui remplacent les salariés. Les maraîchers mécanisent le ramassage des légumes. Les producteurs de patates achètent des camions plus gros pour limiter leurs besoins en chauffeurs.

(Marine Ernoult / Initiative de journalisme local - APF - Atlantique)

Faire un retour aux études, peu importe l'âge!

Retourner aux études, c'est un choix très personnel qui varie en fonction des individus et de leurs circonstances. Les sources de motivation sont nombreuses : trouver un emploi plus intéressant, avoir un meilleur salaire, améliorer sa qualité de vie, développer une meilleure estime de soi ou encore, pour donner l'exemple à nos enfants. Pour Mario Couture, retourner aux études après sa retraite des forces armées canadiennes est un choix qui s'est imposé presque de lui-même.



Mario Couture, étudiant de dernière année du programme travailleur jeunesse au Collège de l'Île 2020.

«Ma conjointe et moi avons élevé trois enfants pendant ma carrière dans la marine, partage Mario. Nous les avons encouragés tous les trois à faire des études approfondies dans les métiers qu'ils avaient choisis. En même temps, j'étais celui qui n'avait pas terminé ses études secondaires. Il y a toujours eu quelque chose qui me tracassait dans cette situation. Je voulais leur montrer que les études c'était important, peu importe l'âge.»

Les services d'orientation comme ceux offerts par Career Development Services (CDS) peuvent aider à explorer les multiples choix de

carrière en fonction de sa réalité. En plus des services d'orientation de carrière, ils peuvent aider dans une recherche d'emploi. Cet organisme est d'ailleurs présent dans toutes les régions de l'Île.

«Je n'avais pas de diplôme d'études secondaires, précise Mario. C'est donc là que j'ai commencé parce que je savais que je voulais m'orienter vers le niveau collégial. Ce qui m'intéressait, c'était le programme travailleur jeunesse offert au Collège de l'Île. Ma conjointe et moi, nous avons longtemps été famille d'accueil quand on habitait en Nouvelle-Écosse. Pour moi, devenir travailleur jeunesse et pouvoir

aider les jeunes dans leur développement, c'était une extension de notre rôle de famille d'accueil.»

Le retour aux études est une occasion d'apprendre dans un domaine qui nous tient vraiment à cœur, comme dans le cas de Mario. C'est aussi une occasion de rencontrer d'autres individus qui partagent les mêmes intérêts que nous et de développer une passion qui était peut-être dormante. À noter que les enseignants reconnaissent la grande valeur de la contribution des étudiants adultes, car ils s'investissent souvent avec sérieux dans leurs programmes d'études.

Finalement, pour bien réussir ce retour en classe, on recommande de profiter des services offerts aux étudiants comme les ateliers sur la gestion du temps, la prise de notes, le travail d'équipe, la préparation aux examens et l'utilisation de logiciels, entre autres.

(Source : Collège de l'Île)

JOSEPH JEFFREY, ou l'ascension vers la carrière de rêve

Ils ne sont que 13 au Canada, en comptant le greffier du parlement fédéral. Joseph Jeffrey a accédé au poste de greffier de l'Assemblée législative en 2019. Il n'hésite pas à dire que c'est l'emploi pour lequel il s'est préparé toute sa vie, sans le savoir. «Mon père m'a toujours dit que peu importe l'emploi et le travail que tu fais, arrange-toi pour en retirer le maximum, et c'est toujours ce que j'ai fait», dit Joseph Jeffrey, dans un excellent français.

Enfant d'une famille militaire, il a obtenu un diplôme du Carrefour du Grand Havre, à Dartmouth près d'Halifax. «J'étais en 7^e année lorsque ma famille est arrivée à Halifax, et le Carrefour ouvrait ses portes. Avant cela, j'allais à l'école française en Ontario, et j'ai continué à l'école française. Mes parents ont toujours compris l'importance d'être bilingue», a indiqué le jeune homme.

Le fait d'être bilingue lui a ouvert les portes à plusieurs emplois et bien que le bilinguisme ne soit pas un prérequis pour le poste de greffier, Joseph affirme que le fait d'être bilingue apporte un cachet unique à son travail. «Être bilingue ce n'est jamais inutile», dit-il.

Le poste de greffier est loin d'être une récompense honorifique. C'est un véritable travail, non partisan qui plus est. «Je travaille pour tous les députés, peu importe leur allégeance politique. J'exerce un devoir de réserve politique ainsi que sur mes valeurs et les causes qui me tiennent à cœur. Les députés de tous les partis doivent avoir confiance que peu importe ce qu'ils me demandent, je leur réponds

avec leur seul intérêt en tête, sans arrière-pensée et sans intention cachée, de ma part».

Un seul greffier par province

Avec un poste par province, aucun collège ou université ne créera de programme de formation pour futur greffier. Il n'y a pas de parcours type. Il y a de fortes chances que ceux et celles qui auraient le profil du greffier pourraient faire carrière dans plusieurs domaines.

Au départ, Joseph Jeffrey a fait un baccalauréat en finances. Puis, sur un coup de tête, il est parti enseigner l'anglais en Corée. De retour au Canada, sur la côte pacifique cette fois, il a commencé ses études pour devenir enseignant, tout en occupant des emplois peu valorisants, mais formateurs. «Je vendais des forfaits technologiques à des entreprises, pour une compagnie de télécommunication. Je n'aimais pas cela. Mais avec le recul, j'ai réalisé que j'ai appris beaucoup sur la capacité à identifier une lacune, à suggérer des solutions, sur l'importance de communiquer clairement, sur la patience et sur le pouvoir de



Joseph Jeffrey est greffier de l'Assemblée législative.

la négociation», dit celui qui utilise ces compétences très régulièrement dans son travail et dans sa vie de tous les jours.

La perception, c'est la réalité

Dans un autre emploi, pour une compagnie de traitement de gazons, le patron disait toujours : la perception, c'est la réalité. «Encore aujourd'hui, c'est une affirmation que je trouve très vraie», dit celui qui a toujours suivi les conseils de son père : «Peu importe le travail, il faut en retirer le maximum».

Lorsque ses parents ont décidé de prendre leur retraite à l'Île-du-Prince-Édouard, d'où ils sont natifs, Joseph a décidé de revenir à l'Île aussi. Il a obtenu un emploi avec l'Association des nouveaux arrivants au Canada de l'Île-du-Prince-Édouard. C'était un emploi bilingue d'éducation publique sur la diversité et l'accueil des immigrants. Après quelques années, il a accédé à son premier poste dans la fonction publique provinciale. Il s'agissait d'un poste bilingue lié à l'immigration et à la croissance démographique.

Quelques années plus tard, le voici qui devient agent administratif pour l'Assemblée législative. «Cela faisait deux semaines que j'étais dans ce poste, et je savais que j'étais à ma place. J'avais envie de travailler

dans cet environnement où on travaille pour la démocratie. Ça me ramenait à un prof qui m'avait beaucoup marqué au secondaire, et qui parlait beaucoup de démocratie et de nos institutions politiques. À mes yeux d'adolescent, il n'y avait rien de plus important que défendre la démocratie».

Apprendre de tous les emplois

Après quelque temps dans cet emploi administratif, Joseph Jeffrey a demandé davantage de responsabilités, et la description de tâches a été remodelée, ainsi que son titre, qui devenait directeur des services corporatifs (finances, technologie et ressources humaines). Il a également appris autant de choses que possible sur la procédure parlementaire, assumant les travaux des commissions. Il travaillait de près avec le greffier d'alors, Charles MacKay. «Quand M. MacKay a décidé de partir à la retraite, après une belle carrière de 33 ans, j'ai déposé ma demande et j'ai eu le poste».

Joseph Jeffrey a le plus grand respect pour les personnes avec lesquelles il travaille, et pour l'institution qu'il dessert. «Nos ministres et nos députés font un travail important et j'aime penser que je leur facilite la tâche en m'assurant qu'ils aient l'information qu'ils demandent». (J.L.)

La Voie de l'emploi

Revue sur la recherche d'emplois et la planification de carrières à l'Î.-P.-É.

5, Ave Maris Stella, Summerside,
Î.-P.-É. C1N 6M9

Tél. : (902) 436-6005 / Téléc. : (902) 888-3976

marcia.enman@lavoixacadienne.com

La publication est disponible en ligne à lavoiedelemploi.com

• RESPONSABLE DE LA PUBLICATION :
MARCIA ENMAN

• JOURNALISTE : JACINTHE LAFOREST

• RESPONSABLE DE LA MISE EN PAGE :
ALEXANDRE ROY

• IMPRESSION : ADVOCATE PRINTING

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle est le résultat d'une entente financée dans le cadre de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.e et ne représentent pas nécessairement celles des gouvernements du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard.